

Le président John Magufuli réélu avec 84% des voix en Tanzanie

@rib News, 31/10/2020 - Source AFP Le président tanzanien John Magufuli a été réélu pour un second mandat au terme d'élections générales marquées par la quasi-disparition de l'opposition parlementaire, qui qualifie le scrutin de mercredi d'"imposture totale" entachée de fraudes massives.

Le président sortant, 61 ans, surnommé le "Bulldozer", est crédité de 84,39% des suffrages - contre 58% lors de sa victoire en 2015 - tandis que son principal rival Tundu Lissu, 52 ans, ne totalise que 13,03% des voix, selon les résultats définitifs proclamés vendredi par la Commission électorale (NEC). Le reste des voix est réparti entre les 13 autres candidats. "La Commission déclare John Magufuli (...) vainqueur de l'élection présidentielle", a annoncé le président de la NEC, Semistocles Kaijage. Le parti de M. Magufuli, le CCM, au pouvoir sans discontinuer depuis l'indépendance, rafle par ailleurs la quasi-totalité des 264 sièges du Parlement attribués lors du scrutin législatif couplé à la présidentielle selon les derniers résultats publiés par la NEC. Le CCM remporte des circonscriptions dans des fiefs historiques de l'opposition, notamment Dar es Salaam ou Arusha, la grande ville du Nord. Cette victoire écrasante s'inscrit dans la droite ligne d'un premier mandat de M. Magufuli, caractérisé par un net recul des libertés fondamentales et une multiplication des attaques contre l'opposition, selon les organisations de défense des droits de l'Homme. Ses partisans mettent en avant son combat résolu contre la corruption ou la renégociation de contrats avec des compagnies étrangères pour améliorer la part revenant au pays. L'œuvre "d'un gang" M. Lissu avait pourtant su revigorer une opposition affaiblie, après s'être rentré en Tanzanie en juillet. Il venait de passer trois ans à l'étranger où il s'était remis d'une tentative d'assassinat en 2017, politiquement motivée selon lui et au cours de laquelle il avait été atteint de 16 balles. Ce "n'était pas une élection" mais l'œuvre d'un "gang qui a décidé de rester au pouvoir coûte que coûte", avait accusé jeudi M. Lissu, rejetant par avance des résultats "illégitimes". "Le changement démocratique n'est pas possible en Tanzanie", avait-il déploré, dénonçant "une fraude électorale d'une ampleur sans précédent" dans le pays. La Tanzanie n'autorise pas de contestation en justice du résultat de la présidentielle - une procédure possible pour les législatives - et M. Lissu a appelé ses partisans à des manifestations "démocratiques et pacifiques" et au soutien de la communauté internationale. Mais pour l'heure aucun mouvement de protestation n'a été constaté. "Nous sommes inquiets des informations crédibles faisant état d'irrégularités électorales et de l'utilisation de la force contre des civils désarmés, et nous demanderons des comptes aux individus responsables", a réagi la porte-parole du Département d'Etat américain, Morgan Ortagus, sur Twitter. "Nous appelons les autorités tanzaniennes à prendre des mesures immédiates pour restaurer la confiance dans le processus démocratique", a-t-elle ajouté. Rares sont les médias internationaux à avoir obtenu une accréditation pour couvrir le scrutin en Tanzanie continentale et plusieurs messageries ou réseaux sociaux tels que WhatsApp et Twitter ont été inaccessibles sur l'ensemble du territoire pendant plusieurs jours. "L'art de truquer une élection" Sur l'archipel semi-autonome de Zanzibar, où les électeurs choisissaient en outre leurs propres président et députés, le candidat du CCM, Hussein Mwinyi a largement remporté la présidentielle avec 76,27% des suffrages. Sur cet archipel de l'océan Indien, théâtre de violences post-électorales récurrentes, l'opposition n'a remporté que quatre des 50 sièges de l'assemblée locale. Seif Sharif Hamad, battu par M. Minyi à la présidence de Zanzibar et leader de l'opposition locale, a été arrêté jeudi avec d'autres membres de son parti d'opposition, l'ACT-Wazalendo, peu après avoir appelé ses partisans à manifester. Son parti a indiqué qu'il avait été remis en liberté peu après la proclamation des résultats à Zanzibar jeudi soir et affirmé que son porte-parole Ismail Jussa avait été violemment frappé lors de son arrestation, au point d'avoir une jambe brisée et une fracture à l'épaule. Zanzibar a fait l'objet pour ce scrutin d'un très important déploiement de policiers, soldats et de miliciens du parti au pouvoir, appelés "Zombies". Tranchant singulièrement avec les commentaires de l'administration américaine, la mission d'observation de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est, dirigée par l'ancien président burundais Sylvestre Ntibantunganya, a conclu que le scrutin avait été conduit de "manière crédible". Aux antipodes du chercheur sur Afrique de l'Est de l'International Crisis Group Murithi Mutiga, qui dès jeudi estimait: "La Tanzanie de Magufuli a élevé l'art de truquer des élections à un niveau inédit, comme de manigancer des victoires écrasantes pour le parti au pouvoir jusque dans les fiefs de l'opposition".